

Agenda bloc notes n°7 d'Espaces Marx TMP (Toulouse Midi-Pyrénées)

Aux adhérent(e)s et sympathisant(e)s

fin avril 2011

- **Jeudi 14 avril**, salle Osète-Duranti (rue du Lieut. Colonel Pélissier) à 20h30, les Amis et Partisans du Front de Gauche Elargi invitent **P. Zarka** ("communiste unitaire", Observatoire des mouvements de la société) sur "*l'Urgence de l'alternative politique à construire à gauche*".
- **Lundi 18 avril**, salle de la Commanderie-Osète à 20h, AG des adhérent(e)s d'Espaces-Marx TMP. Vous pourrez y adhérer pour 25 € (10 € pour les étudiants) et aussi acheter pour 8 € le n° spécial de **l'Huma pour les 140 ans de la Commune**, spectre qui hante encore l'Europe.
- **Mardi 19 avril**, salle des allées Barcelone à 20h30, le PCF-Front de Gauche invite **A. Obadia** (Conseil Economique et Social), **B. Chaudret** (CNRS), **G. Pavan** (Molex) et **X. Petrachi** (métallurgie) à débattre sur "*Quelles solutions pour la relance de la politique industrielle*" en vue d'élaborer un programme populaire partagé.
- **Mardi 19 Avril**, au Rincon Chileno à 20h30, les Amis du Diplo et FAL vous invitent à boire et discuter sur "*le Mexique, violences, inégalités et dépendance*" (dîner possible)
- **Jeudi 28 avril**, salle Osète-Duranti à 20h30, l'Université Populaire de Toulouse et Bazar au Bazacle invitent **Larry Portis** ("*Qu'est ce que le fascisme ?*") : face aux tentatives d'infiltration du FN dans les syndicats, quelle imbrication du fascisme et du capitalisme ?

Berlusconi renversé par G. Verdi ! si vous voulez avoir la chair de poule cliquez sur <http://mobile.agoravox.fr/actualites/europe/article/silvio-berlusconi-renverse-par-91522> (signalé par J.M. Harribey)

Et dans le cadre de notre démarche d'éducation populaire, après les exposés de **B. Friot** sur le travail et les retraites

Le double non des Islandais : non, ce n'est pas encore une révolution !

Comment 318.000 islandais, vivant de la pêche à la morue, de l'aluminium, du tourisme, de l'élevage des moutons et de géothermie, pourraient rembourser 340.000 épargnants anglais et néerlandais, et ce alors que le tiers des ménages s'est endetté pour acquérir leur logement ?

1999 : L'Islande s'adonne à la liberté totale de circulation des capitaux et commence à privatiser ses trois principales banques dont la filiale de Landsbanki, la banque en ligne Icesave. La privatisation sera effective en 2003.

2003 : La population islandaise étant insuffisante pour générer des chiffres d'affaires de taille internationale, Icesave élargit ses activités à l'étranger et propose des comptes courants, rémunérés à 7% en devises étrangères fortes, auxquels souscrivent des centaines de milliers d'épargnants britanniques (octobre 2006) et néerlandais (mai 2008). la dette publique du pays grimpe en flèche.

2006 (mini-crise) : les agents boursiers comparent la situation de l'Islande à la Thaïlande (1997) ou à la Turquie (2000). L'agence de notation Fitch confirme la dégradation de la dette publique islandaise et exerce des pressions pour qu'Icesave diversifie ses sources de financement.

2007 : l'Islande est toujours au 1^{er} rang de l'IDH (Indice du développement Humain du PNUD). Les marchés ayant abondamment répondu à l'offre, les réserves propres d'Icesave s'accroissent au point d'offrir des prêts à des taux mirobolants toujours indexés sur les devises fortes. Icesave place le reste de ses réserves dans divers produits financiers étrangers dont certains toxiques. Mais Icesave ne pouvait verser les 7% d'intérêt promis (avec garantie de l'Etat) qu'en trouvant de nouveaux souscripteurs, à la base de la chaîne frauduleuse dite de **Ponzi** (employée par **Madoff**).

2008 : en octobre, faillite d'Icesave et des autres banques islandaises hypertrophiées. Leurs dettes s'élevant à 11 fois le PIB de l'Islande, l'Etat Islandais n'a évidemment pas les moyens de les renflouer et dévalue la couronne islandaise de 50%, générant une inflation à 2 chiffres.

Pour éviter une panique bancaire, les gouvernements anglais et néerlandais dédommagent leurs 340.000 ressortissants, détenteurs de comptes dans les banques islandaises, à hauteur de 3.8

milliards d'€. Mais Londres et les Pays Bas demandent à l'Islande de rembourser cette somme (2.6 au Royaume Uni et 1.2 aux Pays Bas). L'Etat Islandais demande alors un prêt au FMI.

Fin octobre, le FMI accorde à l'Etat Islandais un prêt de 2.1 milliards de dollars, financé sur 2 ans (et à rembourser par les Islandais entre 2012 et 2015), complété par un autre prêt de 2.5 milliards de dollars des pays d'Europe du Nord. En contrepartie, l'Etat Islandais s'engage auprès du FMI à "redresser" son économie par un programme d'austérité, donc de réduction de ses dépenses de protection sociale (retraites, fermeture d'hôpitaux, etc.). Même les avoirs des banques islandaises sont gelés au (et par le) Royaume Uni !

A la fin de l'année, le gouvernement islandais renationalise les 3 banques islandaises : ainsi, après avoir privatisé les gains des banques nationales en 1999, l'Etat renationalise leurs pertes !

2009 : fin janvier, le gouvernement de centre droit, allié au parti social-démocrate depuis mai 2007, démissionne face au mécontentement de la rue et en avril, des élections portent au pouvoir une coalition composée du parti social-démocrate et du parti gauche-verts.

Le 16 juillet, l'Islande demande officiellement son adhésion à l'UE.

Fin décembre, le Parlement islandais vote la loi "Icesave", qui entérine le remboursement des 3.8 milliards d'€ au Royaume Uni et aux Pays Bas à un taux d'intérêt de 5.5%, ce qui oblige tout islandais à payer 100 €/mois pendant 8 ans (entre 2016 et 2024) pour la gestion calamiteuse d'une banque spéculant sur des avoirs étrangers. Face aux "casserolades" de la rue, le président Islandais ne promulgue pas la loi et décrète un referendum.

2010 : le 6 mars, 93% des Islandais rejettent la loi "Icesave". Le remboursement est alors renégocié pour aboutir à un taux d'intérêt de 3.3% pour la partie britannique et à 3% pour la partie hollandaise, la durée de remboursement s'étalant sur trente ans au lieu de huit (entre 2016 et 2046).

En juin, pour faire accepter la pilule, l'Islande obtient le statut de candidat officiel à l'UE.

Mais la crise économique et sociale a fait descendre l'Islande au 17^{ème} rang du classement IDH et un tiers de la population envisage de quitter le pays.

Fin novembre, une consultation populaire élit parmi 500 prétendants, une assemblée constituante de 25 membres pour réécrire la Constitution. Mais seuls 36% des inscrits ont voté !

2011 : en février, le Parlement Islandais vote une nouvelle loi "Icesave" (44 pour, 13 contre et 3 abst.) afin de "faire la paix avec la communauté internationale", plaire au FMI, faciliter l'adhésion à l'UE et avoir accès aux marchés financiers. Mais, une pétition de 40.000 signatures oblige le président Islandais à recourir une seconde fois à un referendum populaire.

Le 9 avril, près de 60% des Islandais refusent une seconde fois le nouvel accord "Icesave". Ce sont les populistes nationalistes et non la gauche antilibérale qui sortent grandis de cette consultation ("*La droite nous a mis dans la mélasse, la gauche n'arrive pas à nous en sortir*" in Le Monde 12 avril, p. 9).

Moralité 1 : si une assemblée élue (démocratie représentative "délégataire") suffit à voter des lois, pourquoi recourir à un referendum (cf. le non français au TCE) ?

Moralité 2 : se débarrasser du capitalisme financier et de sa philosophie néolibérale : les financiers islandais (inculpés en Islande) sont devenus conseillers à Londres, au Luxembourg ou au Canada

Moralité 3 : "*le meilleur moyen de voler une banque est d'en être propriétaire*" (William K. Black, cité par Damien Millet, Yvette et Mike Krolikowski qui ont publié un article plus détaillé sur l'Islande sur le site du CADTM : <http://www.cadtm.org/Islande-NON-et-encore-NON>).

Le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) publie ce 11 avril, les données de son étude annuelle concernant les dépenses militaires mondiales : "*De record en record, les dépenses militaires mondiales atteignent en 2010 la somme extravagante de 1.630 milliards de dollars*" dénonce **P. Villard** (Mouvement de la Paix). La crise ayant ralenti la course folle à la mort, le SIPRI note une diminution de l'augmentation des dépenses de mort. Mais la France reste, avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, le 3^{ème} pays le plus mortellement dépensier. "*Engagée directement, pour la première fois depuis longtemps dans trois conflits, la France aurait tout à gagner à investir dans la construction de la paix, plutôt que dans la poursuite des guerres ... 10 % du budget militaire ainsi que les sommes prévues pour faire la guerre qui pourraient être consacrés tout de suite à la satisfaction des besoins sociaux (en particulier pour la retraite, l'école, la jeunesse, la santé...) ...*".